

a) La centralisation nord-américaine de la répression

Si les contradictions interimpérialistes n'ont pas disparu (cf. la crise monétaire internationale), il est maintenant peu probable qu'elles puissent être à l'origine de guerres mondiales (type 14-18 ou 39-45). Devant l'actualité de la révolution prolétarienne à l'échelle mondiale, le monde capitaliste dispose maintenant d'un « gendarme international » : les Etats-Unis. Il ne s'agit évidemment pas d'une décision démocratiquement prise par les différentes bourgeoisies nationales, mais ceci correspond à l'exceptionnelle importance de la pénétration des intérêts du capitalisme U.S. dans les diverses régions du monde.

L'impérialisme américain a, quant à lui, compris la signification de la « révolution permanente » (grâce à l'expérience cubaine, notamment) ; il sait que dans les conditions actuelles de décadence de l'impérialisme, tout mouvement révolutionnaire d'une certaine ampleur *pose objectivement la question du socialisme*³.

On doit alors être persuadé que, quels que soient ses intérêts économiques locaux, l'impérialisme U.S. interviendra avec toute la violence possible. L'Amérique latine est peut-être l'exemple le plus parlant ; cela signifie que miser à court terme sur le succès d'un second Cuba (par exemple en Bolivie où la situation nationale est « plus que révolutionnaire ») est utopique. Il serait irresponsable, voire criminel, d'attendre que la « pratique » des masses le prouve. Très concrètement et sans vouloir faire de « blanquisme planétaire », il s'agit, pour les révolutionnaires latino-américains, de préparer les conditions d'une guerre civile continentale prolongée (cf. à ce propos le Bulletin intérieur du Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale sur l'Amérique latine).

b) Les nécessités de la révolution politique

Dans les Etats ouvriers, l'internationalisme se manifeste à deux niveaux :

1. En ce qui concerne la solidarité objective qui lie les travailleurs et l'intelligentsia russes, tchèques, slovaques, polonais, etc., c'est évident. Intervenant en Tchécoslovaquie de façon militairement écrasante, « au nom du camp socialiste dans son ensemble », l'U.R.S.S. a en même temps donné les dimensions internationales de la révolution antibureaucratique. Les révolutionnaires de ces pays comprennent que les Soviétiques ne quitteront pas la Tchécoslovaquie sous la seule poussée des masses tchécoslovaques, mais qu'il faut que ces troupes soient appelées simultanément dans d'autres pays (y compris en U.R.S.S.). De ce point de vue, la coordination des luttes antibureaucratiques n'est nullement une perspective abstraite, elle est au contraire une condi-

3. Ceci n'est évidemment pas l'opinion des khrouchtchéviens qui croient encore à la réalité de la démocratie véritable dans les pays capitalistes avancés ou au bloc des 4 classes, pour les pays sous-développés. Il n'y a donc aucune contradiction entre leur conception réformiste et droitière et le fait qu'ils se refusent à poser le problème de l'Internationale.

tion nécessaire de développement de tout mouvement national tant soit peu responsable.

2. Le deuxième point concerne les rapports qui existent entre la lutte antibureaucratique et la lutte anticapitaliste. S'il est facile, pour nous, de comprendre que toute lutte anticapitaliste qui n'est pas en même temps une lutte antibureaucratique est vouée à l'échec (ne serait-ce que parce que le principal support de l'idéologie bourgeoise actuelle est le repoussoir stalinien), la réciproque est tout à fait vraie : la bureaucratie craint peu l'attaque seulement « antibureaucratique » au nom de la liberté en général. L'exemple de ce qui s'est passé en Pologne est de ce point de vue intéressant. Il y a quelques années, un petit groupe a rompu avec Modzelewski et Kuron sur le thème « du réalisme » ; en substance, il disait : l'anticapitalisme et le marxisme sont des choses très importantes. Ceci étant, partons des forces réelles qui existent en Pologne et qui sont opposées à la bureaucratie ; elles ne peuvent pas comprendre la signification de la lutte anti-impérialiste, et le mot même de « marxisme » leur fait horreur (comment en serait-il autrement ?) ; donc, oublions provisoirement ce qui nous divise (références au marxisme) et faisons l'union de tous les bons Polonais contre la bureaucratie.

Très pratiquement, ceci a signifié des tentatives d'alliance sans principe avec des forces cléricales réactionnaires (ce qui était facile à prévoir) et, sur le plan même du réalisme, l'affaire a échoué : la bureaucratie polonaise étant tout à fait capable, si la nécessité s'en fait sentir, de faire des compromis bien plus avantageux pour ces forces réactionnaires.

Par contre, cette même bureaucratie est tout à fait désarmée devant une critique marxiste, il ne lui reste que la répression policière. Mais ce n'est pas par leur seule « pratique » que les masses des Etats ouvriers peuvent acquérir une claire conscience de la nécessité de la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme : l'existence dans les pays capitalistes de courants révolutionnaires nettement antibureaucratiques et la liaison organique quand elle est possible est un facteur capital de leur maturation.

En conclusion, il faut bien voir que ce qui résulte de la conception générale que nous avons de l'internationalisme prolétarien, tenant compte du fait que la révolution prolétarienne à l'échelle mondiale a suivi une voie beaucoup plus détournée que ne l'avaient pensé Marx et Lénine, peut se résumer ainsi : comprendre la réalité révolutionnaire d'aujourd'hui, c'est comprendre les rapports réciproques (dialectiques) qui existent *objectivement* entre la révolution anticapitaliste, la révolution coloniale et la révolution politique (antibureaucratique) ; la conscience que peuvent en avoir « les masses » à un moment donné est loin d'être indifférente, mais n'est *qu'un moment* de cette analyse.

II. — POUR UNE INTERNATIONALE REVOLUTIONNAIRE « DE MASSE »

Personne ne nie la nécessité d'une Internationale révolutionnaire de masse qui, seule, serait capable de traduire en actes le